

Thierry Labica propose dans cet article une prise de recul sur l'épisode de crise survenu au sommet du pouvoir au cours des deux derniers mois au Royaume-Uni. Au-delà du ridicule dont a souvent été accablée Lizz Truss, et du sérieux prêté au nouveau premier ministre, Rishi Sunak, l'analyse revient sur les continuités politiques du pouvoir conservateur, sur fond de crises profondes, de polarisation sociale toujours plus grande et de normalisation de reculs démocratiques toujours plus nets. Sont ensuite abordées les possibilités ouvertes tant du côté du mouvement syndical et social que du côté des indépendantismes, avant de conclure sur les effets de la situation post-Brexit.

La violence et la rapidité du naufrage de la très éphémère première ministre du Royaume-Uni, Liz Truss, n'aura pas manqué d'un pittoresque qu'aura en outre accru le contraste avec l'ordre solennel des funérailles royales intervenues au cours des premiers jours de son mandat. L'arrivée de son successeur, Rishi Sunak, en poste depuis le 25 octobre, a été « saluée » par « les marchés ». Rebond de la livre sterling face au dollar, repli du rendement des obligations d'Etat et détente des taux d'intérêt de la dette, optimisme bien compris des analystes financiers: « les marchés font confiance à ses stratégies fiscales » selon un expert de la Toronto-Dominion Bank; pour le directeur de Medley Global Advisors, Sunak incarne « la stabilité aux yeux des marchés parce qu'il engagera une nouvelle phase d'austérité et assurera un budget plus équilibré et une plus grande discipline fiscale »; chez BlackRock, leader mondial de la gestion d'actifs, on estimait d'emblée que dans une certaine mesure, « les perceptions de la crédibilité fiscale [du nouveau gouvernement du Royaume-Uni] s'étaient améliorées »^[1].

Le tour funeste pris au cours des semaines qui précéderent serait intégralement à porter au compte de l'effroyable tandem Liz Truss - Kwasi Kwarteng, et on en déduirait volontiers que leurs 44 jours au pouvoir n'auraient alors été qu'une parenthèse lamentable avant la désignation du bon Sunak et le fragile mais vaillant retour de la raison et de la « discipline » au service de la « stabilité ». La poussière soulevée par la panique de divers milieux capitalistes, et le vaste commentariat si soucieux d'en faire partager les états d'âme, risqueraient toutefois de faire perdre de vue un élément central de la conjoncture : si le court séjour de Liz Truss au 10 Downing Street a marqué un moment de chaos politique et institutionnel supplémentaire pour le parti au pouvoir, l'orientation défendue n'est pas séparable d'une communauté de vues beaucoup plus large, en matière de carnage social notamment, dans « l'intérêt national ». Quelques rappels et précisions paraissent nécessaires.

Sunak et l'interventionnisme en temps de Covid, « *whatever it takes* »

En tant que ministre des finances de Johnson, l'orientation de Sunak - dans les circonstances exceptionnelles de la crise sanitaire - s'est caractérisée par l'ampleur de son interventionnisme et l'accroissement gigantesque des dépenses de l'Etat: avec une enveloppe de 330 milliards de livres sterling, les mesures annoncées par le gouvernement en mars 2020, telles que l'ajournement pour dix mois du paiement de la TVA, l'extension

de six mois à un an des prêts à taux zéro pour les entreprises, la suppression de l'équivalent de la taxe professionnelle pour l'ensemble du secteur de l'hôtellerie, accompagnée d'une subvention de 25 000 livres sterling, « placèrent l'ensemble de l'économie sous assistance respiratoire »^[2].

Mais on pense surtout au programme de maintien de l'emploi annoncé en mars 2020 et qui concernait tous les employeurs. Ce « *furlough scheme* » [régime de congé] allait prendre en charge 80 pour cent des salaires, jusqu'à 2500 livres par mois, d'abord pour une période de trois mois. Le programme fut prolongé jusqu'à la fin septembre 2021. En mai 2020, lorsqu'il atteignit son niveau le plus élevé, le programme concernait 8,9 millions d'emplois. 11,6 millions emplois furent pris en charge sur l'ensemble de la période concernée. Par ailleurs, entre l'été 2019 et l'été 2022, la banque d'Angleterre a émis 450 milliards de livres sterling, empruntées et distribuées par le gouvernement.

Pour beaucoup, toute intervention étatique doit être « du socialisme », comme si l'histoire ne devait jamais rien apprendre à personne, des nationalisations de l'après-guerre au sauvetage des banques à la fin des années 2000. Aussi, et dans une sorte de réflexe conditionné, une telle intervention étatique relevait-elle immanquablement du « socialisme », et le « socialisme » de « Red Rishi » allait devenir un motif récurrent jusque durant la campagne pour la succession de Johnson. C'était, bien entendu, et pour commencer, passer (curieusement) outre le simple fait de l'absence de toute conditionnalité dont ces aides diverses auraient pu et dû être assorties et qui, dès lors, relevaient de la simple distribution d'argent public à l'ensemble du patronat. C'était également oublier que ce vaste ensemble des mesures ne concernait pas la masse considérable des travailleuses et travailleurs précaires (très bas salaires, contrats zéro-heures, temps-partiels). Il ne concernait pas non plus les locataires plus que jamais menacés d'expulsion.

Cet étaticisme de temps de confinement (sur fond d'incertitudes économiques graves liées au Brexit) n'a cependant pas pris fin avec le reflux de l'épidémie. En mai 2022, Sunak présenta sa stratégie destinée à répondre à la montée de l'inflation, pour un montant de 15 milliards de livres : le prêt déjà annoncé de 200 livres visant à aider les familles à payer leurs factures de gaz et d'électricité devint finalement une subvention de 400 livres qui devait être versée à compter d'octobre, pour un coût de 6 milliards de livres. Les familles les plus pauvres se verraient attribuer un versement ponctuel de 650 livres, pour un coût total de 5,4 milliards, à quoi s'ajoutait un supplément de 300 livres pour les retraités (d'un coût de 2,5 milliards) et un autre de 150 livres afin d'aider les allocataires de la pension d'invalidité face à l'inflation, à partir du mois de septembre (d'un coût de 900 millions).

Sunak chercha également un contrepoint fiscal à ces dépenses, en proposant d'augmenter la taxe des entreprises, qui passerait de 19 à 25 pour cent, ainsi qu'une augmentation de 1,25 pour cent des contributions de sécurité sociale. Il instaura également une taxe exceptionnelle de 25 pour cent sur les super-profits des entreprises pétrolières et gazières. Il faut noter qu'en l'occurrence la taxe est surtout exceptionnellement modeste: d'une part, les 5 milliards de livres de rentrées prévues étaient à mettre en regard des 170 milliards de bénéfices excédentaires (en surplus des marges prévues avant le début de la guerre en Ukraine) attendus par les principaux groupes du secteur en opération au Royaume-Uni au cours des deux prochaines années^[3].

D'autre part, cette taxe était accompagnée de ce que Sunak lui-même appela une « super-déduction », soit, un rabais fiscal de 80 pour cent sur les coûts d'investissement dans l'extraction gazière et pétrolière. En outre, et en l'état, compte tenu de leur délai de

rentabilisation, « lorsque ces investissements commenceront à engendrer des bénéfices, les 25 pour cent de la taxe exceptionnelle temporaire sur les bénéfices du pétrole et du gaz annoncée par [Sunak en mai 2022] n'aura plus cours puisqu'elle ne s'appliquera que jusque fin 2025. »^[4]. Les contribuables britanniques auront donc financé à perte des méga-entreprises au rôle clé dans le changement climatique, profitant massivement de « l'aubaine » de la guerre russe en Ukraine et de la terrible crise inflationniste qui s'abat désormais sur ces mêmes contribuables.

Ce qui précède devrait d'emblée inviter à rester méfiant quant aux personnifications récentes du bon et rassurant Rishi Sunak après l'incompétente et l'inconsidérée Liz Truss. Mais il paraît valoir la peine de préciser encore un peu les choses.

Pour commencer, rappelons que comme Kwarteng, le ministre des finances de Truss, Sunak est lui aussi issu du secteur de la banque et des hedge funds [fonds spéculatifs]; pour le premier, JP Morgan et le fonds Odey Asset Management, et, pour le second, Goldman Sachs et TCI hedge funds. Sunak créa également son propre fonds, Theleme Partners, enregistré aux îles Cayman. Incidemment, les 500 millions de dollars de Theleme Partner dans le laboratoire Moderna incitèrent plusieurs journaux, en novembre 2020, à se demander si Sunak était susceptible de tirer un profit personnel de cette position. Ce dernier refusa toutefois d'apporter quelque précision que ce fut sur le sujet^[5].

Comme on vient de le voir, une fois au pouvoir, Sunak, comme l'ex-employée de BP, Liz Truss, s'est montré plein de sollicitude pour le lobby pétrolier^[6]. Il est vrai que l'un et l'autre ont d'excellentes raisons d'en être véritablement épris: Truss a passé quatre ans chez BP qui, au cours de l'été 2022, a soutenu sa campagne de candidate à la succession de Johnson avec une donation de 100 000 livres. Sunak, quant à lui, entretient un lien notable avec l'entreprise Shell: son épouse, Akshata Murty, dispose d'une part estimée à 690 millions de livres dans l'entreprise Infosys, propriété du milliardaire indien Narayana Murty, son père. Or, il se trouve que ce dernier a passé un accord lucratif avec le géant Shell. En 2020, cette part rapporta la somme de 11,5 millions de livres à Me Murty (qui sut par ailleurs faire bon usage de son statut de non-résidente pour un évitement fiscal estimé en mars 2022 à hauteur de 20 millions)^[7].

En outre, avant de restaurer (fin octobre) le moratoire sur la fracturation hydraulique que Truss venait de tenter de lever (s'administrant par là même son propre coup de grâce au parlement), Sunak avait lui-même fait une proposition dans le même sens au cours de sa campagne pour la succession de Johnson^[8].

Compte tenu de ces précédents, et en dépit des premières déclarations de rigueur faites par Sunak quant à l'engagement de son gouvernement dans la lutte contre le changement climatique, l'annonce de sa non-participation à la COP 27 de novembre en Egypte ne pouvait qu'inquiéter, voire, scandaliser, à tel point que sa participation serait peut-être envisagée (apprend-on en écrivant ces lignes). Jusqu'à présent, Sunak ne représente, en l'état, aucun progrès notable sur ce registre après le gouvernement Truss.

Toujours plus loin dans l'offensive anti-syndicale et anti-immigration

Sur le terrain social, pour toute réponse aux revendications contre le décrochage des salaires face à une inflation galopante, une paupérisation toujours plus grande sur fond de profits massifs, Sunak – comme Truss – entend faire adopter de nouvelles mesures anti-grèves dans les services publics jugés essentiels^[9], ce dans un pays, faut-il encore le rappeler, pratiquant le régime de restrictions anti-syndicales le plus strict d'Europe.

L'un des signaux les plus remarquables est celui envoyé par le retour de Suella Braverman au poste de ministre de l'intérieur. Braverman, figure de proue de la guerre aux immigrés et aux réfugiés et du tournant répressif en général, venait de démissionner du gouvernement de Truss suite à un usage jugé fautif de son mail personnel. Braverman, qui dit rêver de voir des avions chargés de réfugiés expulsés, décoller vers le Rwanda^[10], non seulement incarne désormais le projet d'assaut frontal sur les droits humains, mais parvient aussi à semer le trouble dans nombre de milieux patronaux dont les secteurs dépendent directement de la présence de main d'œuvre étrangère.

Les choses ne s'arrêtent pas là : dès son arrivée en poste dans le gouvernement de Truss, Suella Braverman a annoncé une nouvelle loi sur l'ordre public (Public Order Bill) qui permettra d'interdire toute manifestation entraînant une « perturbation sérieuse » d'infrastructures clé ou de biens. La future loi (qui comporte des peines de prison allant de un à trois ans) a vocation à cibler les actions de mouvements écologistes tels que Just Stop Oil et Extinction Rebellion. De Truss à Sunak, Braverman assure la continuité à coups de projets racistes et répressifs.

Dès lors, on est peu surpris de découvrir que l'homme qui rassure les marchés est aussi celui qui a proposé l'extension du programme de « déradicalisation » et de lutte anti-terroriste, Prevent, en place depuis 2003. Selon Sunak, devrait désormais pouvoir être référée à ce programme toute personne qui exprimerait « une haine extrême de la Grande-Bretagne »^[11]. Compte tenu des abus déjà nombreux commis dans le cadre de Prevent^[12], les atteintes à la liberté d'expression et à toute expression critique (de l'histoire coloniale, par exemple ?) promettent d'être sans limite.

Mais sans doute est-ce là ce qu'exige tant la préservation de l'unité d'un parti conservateur notoirement raciste, que la surenchère patriotique venue de « l'opposition » travailliste dirigée par Keir Starmer et infiniment soucieuse de s'annoncer toujours plus enfiévrée que les tories sur ce sujet (peut-être dans la conviction que c'est par ce biais nauséabond que seront regagnés les électorats populaires perdus.)

Rançonner et oublier les pauvres

On peut donc se dispenser d'une bonne partie du récit en cours tendant à présenter Rishi Sunak en garant du sérieux gestionnaire, de la compétence et de la stabilité après le naufrage d'une Liz Truss dont il serait l'antithèse. Les vertus maintenant prêtées à Sunak ne sont que celles reconnues par le *seul* magistère « des marchés ». Faut-il être surpris de

~~voir une grande partie des commentaires couvrir de louanges les récents rebondissements~~
survenus entre Downing Street et Westminster^[13] ? Probablement pas.

La mutilation du réel qu'exige un tel confinement au monde mental du capital s'avère pourtant plus extrême encore qu'à l'accoutumée: le consensus sur l'agression en règle contre les droits démocratiques des salariés, sur les droits humains des réfugiés, et pour fossilisation toujours plus rapide de l'écosystème planétaire, peut rester inaperçu. Comme peuvent rester largement et durablement hors du champ de vision les 14,5 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni (8,1 millions d'adultes en âge de travailler, 4,3 millions d'enfants, et 2,1 millions de retraités); ou encore, les 1,3 million de personnes dont on prévoit le basculement dans la pauvreté *absolue* en 2023, parmi lesquels, 500 000 enfants^[14].

Et comme persistera l'angle mort sur la croissance ininterrompue du nombre des banques alimentaires, des écoles se substituant aux services sociaux défaillants, auxquelles s'ajoutent depuis peu la nouveauté des « banques de chaleur », ces lieux publics (musées, bibliothèques,...) s'organisant pour l'accueil des personnes contraintes de renoncer à se chauffer à la maison. Mais dans ce cas, la question est de savoir, pour nombre de ces bâtiments publics, comment leurs responsables eux et elles-mêmes parviendront à faire face à l'augmentation massive de leurs factures de chauffage et d'électricité^[15].

C'est dans ce contexte que, lors d'une réunion publique du début du mois d'août 2022, le chancelier Sunak, *dont la fortune s'élève à 730 millions de livres sterling*, se targuait ouvertement d'avoir réaffecté aux villes de classes moyennes du sud des fonds destinés aux quartiers pauvres des villes du nord du pays^[16]. Le pouvoir britannique, avec maintenant à sa tête un représentant direct de l'oligarchie qui a prospéré sur la succession des crises depuis 2008, glisse toujours un peu plus vite dans un régime de cruauté assumée contre les pauvres, les réfugiés, les activités des syndicats et des mouvements sociaux et pour la répression des « délit » d'opinion ».

Il est possible que nous assistions, dans toute une partie du champ politique, à une forme de normalisation, ou métabolisation subjective, des destructions humaines induites par l'austérité et la crise sanitaire^[17].

Quelles oppositions? Parti travailliste, mouvement syndical et social, indépendantismes

L'opposition travailliste

On peut distinguer trois types d'opposition à la domination tory sur le pouvoir. La première est l'opposition officielle représentée à la chambre des communes par le Parti travailliste (Labour Party). La question de l'évolution du Parti travailliste depuis 2020 (et l'élection de Keir Starmer à sa tête) a été abordée à plusieurs reprises dans *Contretemps* (voir [ici](#) et [ici](#)) et il n'est peut-être pas nécessaire d'y revenir trop longuement ici.

L'exclusion de Ken Loach et l'éviction de Corbyn du parti parlementaire n'ont été que les signes annonciateurs les plus visibles de l'entreprise de purge généralisée conduite contre

le gauche du parti: contre des individus et des groupes entiers, dès lors qu'ils se réclamaient du socialisme, parfois explicitement du marxisme, et qu'ils avaient une position explicite de dénonciation de l'apartheid israélien et pour la défense des droits du peuple palestinien.

Récemment, la direction du parti s'en est pris, de diverses manières - exclusion, suspension, blocage de candidature à des échéances électorales de tous niveaux - à Jo Bird, Naomi Wimborne Idrissi, Ian Byrne, Apsana Begum, Anna Rothery, Emma Dent Coad, Maurice McLeod, après bien d'autres dont la liste serait trop longue ici^[18]. Ces éluEs d'instances du parti, d'assemblées locales, régionales, ou parlementaire, ces candidatEs pour représenter le labour, ou ces simples militantEs, incidemment, sont juifs ou juives, noirEs, musulmanEs, dans un parti empressé d'endiguer la vie militante de sa base et de piétiner sa démocratie interne, souvent au prétexte totalement fallacieux d'avoir désormais « éradiqué l'antisémitisme » dans ses rangs.

Le second épisode du documentaire de la chaîne Aljazira, « The Labour Files », dresse un utile tableau de cette stratégie et l'on ne peut que se demander comment se comporterait un parti s'adonnant à de telles pratiques (violences psychologiques, accusations calomnieuses, dénigrement, harcèlement, intimidation, mépris de son propre règlement interne, mépris des décisions et votes locaux des militants, suspension arbitraire de branches ou groupes militants entiers,...) une fois les leviers du pouvoir d'Etat en mains et assuré de la bienveillance manifeste d'une bonne partie des principaux canaux médiatiques.

Les dernières semaines laissent l'embaras du choix pour documenter l'enkystement du processus réactionnaire interne. L'assaut contre la gauche du parti et récemment le refus d'affirmer un soutien - voire l'hostilité - envers les mouvements de grève en cours depuis fin juin, s'accompagnent de deux développements significatifs sur la droite.

D'abord, sur divers thèmes, la direction du Parti travailliste fait le choix de renchérir sur la droite d'un pouvoir conservateur déjà positionné très à droite. Dans son discours au congrès de la confédération syndicale britannique (TUC) fin octobre, Starmer a déjà laissé clairement entendre qu'un futur gouvernement travailliste sous sa direction poursuivrait une politique d'austérité, au service de la « saine gestion » et de la « stabilité » dans « des temps qui vont être très durs ».

Ce même parterre syndical eut également l'occasion de comprendre que le dirigeant de l'opposition n'avait aucunement l'intention de revenir sur l'attirail législatif anti-syndical en place depuis les années 1980 : seraient abolies de nouvelles dispositions anti-syndicales qui *pourraient* être adoptées (mais qui donc n'existent pas encore), et les restrictions votées avec la loi de 2016 (Trade Union Act 2016). Tout ce qui précède, depuis les années 1980, pourra donc rester intact.

Le même jour, on put entendre Starmer refuser - malgré trois relances de la journaliste qui l'interrogeait - d'apporter un quelconque soutien (autre que sa « compréhension ») à la revendication de rattrapage salarial des infirmières et infirmiers du service national de santé dont la principale organisation, le RCN (Royal College of Nurses, 300 000 membres), a lancé la procédure de vote pour une grève majoritairement soutenue dans l'opinion^[19], et qui serait alors la première depuis sa création, en 1916^[20].

Concernant l'immigration et les réfugiés, la ministre des finances du cabinet travailliste fantôme, Rachel Reeves, expliquait début octobre que les conservateurs (les « tories »)

n'en faisaient pas assez contre l'immigration et les réfugiés: les Tories doivent se resaisir et il est urgent d'expulser (« *deport* ») plus, plus vite^[21]. De son côté, fin octobre sur la station LBC, Starmer assurait que « pas grand chose sépare les principaux partis sur la question de l'immigration ».

Dans le même entretien, le dirigeant travailliste est venu, là encore, surenchérir sur les projets les plus répressifs du gouvernement, et en l'occurrence, sur le « public Order Bill » [loi sur l'ordre public] de Braverman en disant vouloir allonger les peines de prison contre les militantEs écologistes de mouvements comme Just Stop Oil, ou Extinction Rebellion, récemment engagéEs dans des actions de sensibilisation à l'urgence climatique et contre le fossilisme du pouvoir^[22].

Si peu, en effet, « sépare les deux principaux partis » que l'on voit des Tories changer d'allégeance, précisément pour cette raison. Ce fut tout récemment le cas du millionnaire ex-Tory, Gareth Quarry. Après une vie passée au Parti conservateur auquel il a fait de nombreuses et généreuses donations, Quarry, qui venait de faire un don de 100 000 livres au Parti travailliste, expliquait au début du mois d'octobre sur la chaîne Sky News que, les travaillistes occupant maintenant un terrain qui avait été celui des conservateurs, « oui, j'ai très légèrement dérivé vers la gauche, mais ce revirement n'a rien de si spectaculaire »^[23].

Le parlementaire conservateur Christian Wakeford, quant à lui, a rejoint le Parti travailliste en janvier 2022. Fin octobre, Starmer a décidé de nommer Wakeford dans l'équipe des parlementaires travaillistes chargés de veiller à la discipline de vote des éluEs du parti. A l'évidence, avoir loyalement voté les lois répressives et anti-pauvres du gouvernement Tory est incomparablement plus respectable et digne que d'avoir retweeté un message de la dirigeante des Verts (Caroline Lucas), comme l'a fait Maurice McLeod, ou d'organiser la solidarité locale pour les familles pauvres comme le fait Ian Byrne, ou que de faire entendre une voix de femme ouvrière, socialiste et musulmane (Apsana Begum), ou que d'avoir dirigé le Labour pendant cinq années et y avoir ramené près de 400 000 adhérentEs (Corbyn).

Le Parti travailliste est plus une offre de substitution que d'opposition. La démarche de ses dirigeant·es actuel·les vient accompagner et valider le franchissement de seuils au-delà desquels se profile une fascisation à la mesure de ce qui s'observe ailleurs dans la conjoncture qui est la nôtre : guerre à la démocratie dans le parti, projets d'assauts renouvelés contre les mouvements sociaux et environnementaux, défiance et mépris à l'égard des luttes du monde du travail, surenchère sur les politiques d'exclusion et de cruauté contre les réfugiés, normalisation de l'austérité pour tous, nationalisme étroit en bandoulière, sans pratiquement rien à dire sur l'oligarchie régnant. La crise politique et les dérives anti-démocratiques au Royaume-Uni ne se limitent en rien aux affres du parti dysfonctionnel au pouvoir depuis douze ans.

Une seconde chance pour le mouvement syndical et social ?

Cette défaillance du Parti travailliste et sa disjonction toujours plus revendiquée vis-à-vis de toute lutte sociale, environnementale et syndicale, pose des problèmes immédiats assez évidents. Mais compte tenu de son caractère particulièrement critique, cette défaillance

peut représenter, pour une partie significative et croissante du mouvement social, une chance d'émancipation vis-à-vis de ce parti et de son hégémonie historique sur le large spectre des expressions de la gauche britannique.

Ce genre de tentatives a certes déjà son histoire de tâtonnements et d'échecs, notamment face au mur que représente le système électoral lui-même. Il demeure que les mobilisations et actions en cours depuis des mois (grèves, Don't Pay, Enough is Enough, Just Stop Oil, Extinction Rebellion, solidarité avec J. Assange, ...) signalent un ensemble de forces dotées d'un potentiel manifeste de recomposition et de réorientations possibles. Et l'élection de Corbyn à la tête du Parti travailliste en 2015 suite à une succession de mobilisations anti-austérité, constitue un précédent historique notoire sur ce terrain (d'où, aussi, la violence de la *réaction* en interne).

Quelques heures avant de l'arrivée de Sunak au poste de premier ministre, 70000 personnels du syndicat de l'enseignement supérieur (UCU) répartis dans 150 universités votaient le grève (à plus de 80 pour cent). Le vote des 300 000 adhérents du Royal College of Nurses (RCN) s'est clos le 2 novembre et le résultat n'est pas connu au moment où ces lignes sont écrites. Même chose pour les 150 000 membres du syndicat des personnels des administrations gouvernementales (jusqu'au 7 novembre). Mais plusieurs organisations syndicales (Unite, CWU, PCS, RMT NEU) s'entendent à présent, et enfin, pour des actions conjointes. Les choses pourraient donc prendre un tour nouveau.

Ceci paraît, en outre, un peu plus plausible au moment où ces mêmes organisations apportent leur soutien à des candidatures de la gauche du Parti travailliste pour les prochaines législatives, candidatures que la direction du parti s'emploie à éliminer de la course^[24].

Indépendantismes

Un troisième front d'opposition est formé par l'ensemble des aspirations et forces indépendantistes qui ont nettement gagné en audience au cours des dernières années, en Ecosse, en Irlande du nord, mais aussi, dans une mesure significative, au Pays de Galles. On peut à présent compter sur les récents épisodes de chaos politique - *anglais* - extrême au sommet du pouvoir pour en avoir accentué la dynamique.

Chacune de ces nations a dû subir la quadruple calamité d'une austérité impitoyable depuis 2010 ; d'une sortie contrainte de l'UE (dans le cas de l'Écosse et de l'Irlande du nord, où l'on avait voté respectivement à 62 % et à 56 % pour rester dans l'UE); d'une importante perte de souveraineté politique dans l'utilisation des divers programmes de fonds structurels européens ; et maintenant d'un pouvoir manifestement dysfonctionnel et qui, à l'occasion, affiche un mépris assumé de la « périphérie » : Truss expliquant qu'il fallait « ignorer » la première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, et ses revendications de nouveau référendum sur l'indépendance du pays, ne laissait place à aucune ambiguïté sur ce registre. C'est un mérite qu'il faut lui reconnaître^[25] : Truss, à sa manière toute personnelle, aura contribué à rapprocher un peu plus le moment d'extinction de l'entité constitutionnelle « Royaume-Uni ».

Mais il faut ajouter que ces facteurs, en grande partie induits par le référendum de 2016,

~~ont désormais aggravés~~ par une situation post-Brexit très critique, avec un recul important du volume des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni (RU) et l'UE (- 16 % du RU vers l'UE ; -20 % de l'UE vers le RU^[26]) au regard des niveaux d'échanges prévisibles si le Brexit n'avait pas eu lieu^[27]. La reprise post-Covid des exports britanniques est la plus faible du G7. L'accord commercial tant attendu avec les États-Unis n'est toujours pas à l'ordre du jour. Le projet d'accord avec l'Inde a pris du retard avant d'être ajourné. Les accords commerciaux bilatéraux post-Brexit (71), dans la plupart des cas, ne font que dupliquer des accords déjà existants avant la sortie de l'UE.

Les accords nouveaux, quant à eux, sont peu propices à offrir des perspectives viables. Par exemple, selon l'étude d'impact du gouvernement concernant l'accord de libre-échange signé avec l'Australie fin 2021, « l'estimation indique une valeur correspondant à une augmentation de 0,08 pour cent du PIB [...] en conséquence de l'accord de libre-échange d'ici 2035 »^[28]. Bien que de caractère très limité, l'accord fait néanmoins craindre une grave mise en danger du secteur de l'élevage du Royaume-Uni, comme l'a notamment souligné dans les termes les plus clairs une communication du gouvernement écossais au gouvernement central.^[29]

Les difficultés de la situation post-Brexit sont bien réelles et ne sauraient être ignorées. En revanche, il vaut mieux se garder de tout usage explicatif et générique du « Brexit » qui ferait oublier l'essentiel en attribuant, en dernière instance, la généralité des graves problèmes du moment au vote populaire lors du référendum de juin 2016 : les graves reculs démocratiques et sociaux historiques que connaît le Royaume-Uni ne doivent pas tant au « Brexit » qu'aux alignements de « l'opposition », au sous-investissement chronique et à la violence de la captation oligarchique, servie invariablement par un État-Providence pour riches et grandes entreprises, qui voit s'intensifier le séparatisme des milliardaires, de plus en plus post-planétaire, sur fond de destruction sociale et d'inégalités mortifères.

*

Post-scriptum: pour rappel, les bénéfices des entreprises cotées à l'indice FTSE (« *footsie* ») 350 de la bourse de Londres, étaient [de 73 % supérieurs à leur niveau pré-crise sanitaire](#) ; les revenus de l'élite patronale ont augmenté de 29 % entre 2020 et 2021, de (en moyenne) 2,01 millions livres à 2,59 millions livres ; selon le classement annuel des grandes fortunes publié par le *Sunday Times* au mois d'août 2022, les 177 milliardaires du Royaume-Uni (six de plus qu'en 2021) totalisent une richesse combinée de 653 milliards livres, [en augmentation de 9,4 % \(soit 55md de livres\) par rapport à l'année précédente](#).

En 2020, première année de la crise sanitaire, la richesse des 250 familles les plus fortunées du Royaume-Uni avait déjà augmenté de 107 milliards, accroissement dont le rythme était déjà jugé sans précédent.^[30] La réduction des problèmes actuels du Royaume-Uni au seul « Brexit » doit être, au mieux, le fait d'une grande paresse, au pire, un acte de servilité volontaire sous couvert d'expertise.

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

[1] Respectivement : [ndtv.com/business/uk-bonds-surge-as-investors-pin-hopes-on-rishi-sunak-3458892](https://www.ndtv.com/business/uk-bonds-surge-as-investors-pin-hopes-on-rishi-sunak-3458892) ; finance.yahoo.com/news/uk-prime-minister-rishi-sunak-stability-markets-193655159.html ; reuters.com/world/uk/view-rishi-sunak-set-become-new-uk-pm-pound-wobbles-2022-10-24/

[2] Tom Kibasi, « At last, Rishi Sunak has delivered a fitting response to Coronavirus », 20 mars 2020, theguardian.com/commentisfree/2020/mar/20/at-last-rishi-sunak-has-delivered-a-response-commensurate-to-this-crisis

[3] <https://www.thenational.scot/news/20862627.uk-energy-companies-make-170bn-excess-profits-leaked-analysis-reveals/>

[4] Sephora Smith, « Rishi Sunak's 'obscene' tax relief for fossil fuel firms will 'cost tax payer £1.9 billion a year' », The Independent, 28 mai 2022, disponible ici : <https://news.yahoo.com/rishi-sunak-obscene-tax-relief-063020861.html?>

[5] Cf. par exemple: [thelondoneconomic.com/politics/rishi-sunak-refuses-to-reveal-if-he-stands-to-profit-from-moderna-vaccine-209909/](https://www.thelondoneconomic.com/politics/rishi-sunak-refuses-to-reveal-if-he-stands-to-profit-from-moderna-vaccine-209909/)

[6] Truss, hostile à toute taxe exceptionnelle, prévoyait en outre l'attribution de 130 nouvelles licences de forages gaziers et pétroliers en mer du Nord et la suspension du moratoire sur la fracturation hydraulique. Sur les projets de Liz Truss en matière d'environnement, cf : [contretemps.eu/longue-nuit-politique-britannique-truss-johnson/](https://www.contretemps.eu/longue-nuit-politique-britannique-truss-johnson/)

[7] <https://www.mirror.co.uk/news/politics/rishi-sunak-accused-conflict-interest-27618987>

[8] <https://theecologist.org/2022/oct/24/ready-rishi>

[9] <https://www.channel4.com/news/rishi-sunak-will-ban-strikes-for-essential-public-service-says-former-chief-whip>

[10] Dans le cadre du programme d'expulsion définitive des réfugiés en situation illégale, élaboré par sa prédécesseure, Priti Patel. Braverman parle de son « rêve », de sa bonne entente et de sa prochaine rencontre avec « Gérard » [Darmanin], ici : <https://www.youtube.com/watch?v=D-BpOsijEqs>

[11] <https://www.opendemocracy.net/en/rishi-sunak-prevent-extreme-hatred-britain/>

[12] Sur le programme Prevent cf. <https://www.contretemps.eu/islamogauchisme-wokisme-decolonialisme-cancel-culture-blanc-quer/>(« 'Cancelling' et guerre d'usure en version britannique). Voir également le site <https://www.preventwatch.org/> qui recense les nombreux abus commis dans le cadre du programme

[13] Résidence du pm et parlement

[14] <https://bigissue.com/news/social-justice/uk-poverty-the-facts-figures-effects-solutions-cost-living-crisis/>

[15] <https://www.bigissue.com/news/social-justice/warm-banks-winter-cost-of-living-crisis-en>

[16] <https://www.thenational.scot/news/23079395.sunak-doubles-notorious-tunbridge-wells-funding-boast/>

[17] 120 000 décès excédentaires en Angleterre, liées à l'austérité entre 2010 et 2017, selon une étude publiée dans le *British Medical Journal* (bmjopen.bmj.com/content/7/11/e017722) et plus de 200 000 décès dus à la Covid-19 (coronavirus.data.gov.uk/details/deaths)

[18] [novaramedia.com/2022/10/21/labours-cult-of-factionalism-is-going-into-overdrive/](https://www.novaramedia.com/2022/10/21/labours-cult-of-factionalism-is-going-into-overdrive/)

[19] <https://www.mirror.co.uk/news/politics/two-thirds-public-support-nurses-27890431>

[20] Starmer refuse trois fois de répondre à la question concernant sa position et son éventuel engagement futur en réponse à la revendication du RCN : <https://skwawkbbox.org/2022/10/21/video-starmer-repeatedly-refuses-to-oppose-pay-cut-for-nurses-or-say-hed-give-a-rise/>

[21] Reeves est très explicite dans sa déclaration faite début octobre: (video) <https://uk.news.yahoo.com/rachel-reeves-calls-deportations-ramped-092914810.html?>

[22] Starmer sur LBC le 24 oct.2022, à 25'30'' sur l'immigration et 12'10'' sur Just Stop Oil: <https://www.youtube.com/watch?v=KA8gg08kkok>

[23] <https://news.sky.com/story/gareth-quarry-ex-tory-donor-who-joined-labour-says-conservative-party-riven-with-arrogance-and-complacency-12713961>

[24] Le cas de Ian Byrne (élu « parlementaire de l'année », notamment pour son engagement contre l'insécurité alimentaire) est particulièrement significatif de ce point de vue : <https://skwawkbbox.org/2022/11/04/mass-union-support-for-byrne-in-west-derby/>

[25] Un autre, incidemment, est d'avoir fait partager sa déroute humiliante avec l'Institute of Economic Affairs, un think tank bien connu, dans la plus stricte tradition néolibérale, auquel elle était étroitement liée et qui avait activement soutenu sa candidature.

[26] Données de l'Economic & Social Research Institute, J. Kren & M. Lawless, « How has Brexit changed UE-UK trade flows? », Working Paper 735, oct. 2022, p.16 & 18: esri.ie/system/files/publications/WP735_0.pdf

[27] Les exports du RU vers l'UE étaient en recul de 20 milliards de livres pour l'année 2021, selon l'Office national des statistiques britannique (ONS).

[28] <https://www.gov.uk/government/publications/uk-australia-fta-impact-assessment/impact-assessment-of-the-fta-between-the-uk-and-australia-executive-summary-web-version>

[29] <https://www.gov.scot/publications/free-trade-agreements-letter-to-uk-government/>

[30] <https://www.mirror.co.uk/money/rich-people-benefit-economic-disaster-27245598>